

REÇU LE 02 AVR 2013

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société OISE ENROBES de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1990 l'autorisant à exploiter une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers sur la commune de Saint-Leu-d'Esserent.

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire et particulièrement ses articles L.514-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1990 autorisant la société OISE ENROBES à exploiter une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers sur la commune de Saint-Leu-d'Esserent ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2012, faisant suite à la visite d'inspection du site de Saint-Leu-d'Esserent du 4 décembre 2012 ;

Vu l'avis du chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 18 décembre 2012 ;

Considérant que l'activité de production d'enrobés à chaud exercée par la société OISE ENROBES à Saint-Leu-d'Esserent est soumise à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 décembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence de transmission de l'autosurveillance du site ;

Considérant que les prescriptions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 1990 ne sont pas respectées ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 décembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté 12 non-conformités dont 10 récurrentes dans le rapport de contrôle électrique réalisé au titre de l'année 2012 ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 décembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence d'une étude ATEX ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 décembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence de matériel ATEX ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 décembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté que la remarque n° 3 du rapport de contrôle électrique de 2012 indique « matériel inadapté au risque de poussière » ;

Considérant que les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 1990 ne sont pas respectées ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 décembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence de plan d'intervention ;

Considérant que les prescriptions de l'article 16.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 1990 ne sont pas respectées ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 décembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence de rapport de contrôle des rejets atmosphériques en 2010 ;

Considérant que les prescriptions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 1990 ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements et ces non-conformités sont de nature à augmenter les risques inhérents à la production de bitume à chaud et donc d'augmenter la probabilité d'occurrence des accidents potentiels pouvant porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ces faits et ces non-conformités sont de nature à provoquer une pollution des milieux naturels (eau et sols) et plus généralement à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des mesures prévues à l'article L.514-1 de ce même code en mettant la société OISE ENROBES en demeure de satisfaire à ces prescriptions ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société OISE ENROBES, dont le siège social est situé ZI du Renoir à Saint-Leu-d'Esserent (60340), est mise en demeure, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement qu'elle exploite à la même adresse :

- de se conformer aux dispositions des articles 5.1, 9, 13.3 et 16.6 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1990.

ARTICLE 2 :

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement sans préjudice de sanctions pénales.

ARTICLE 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du livre V – Titre 1^{er} du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent acte.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Saint-Leu-d'Esserent, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 14 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Patricia ~~VILLAERT~~ LAERT

Destinataires

Société OISE ENROBES

Madame le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Monsieur le maire de Saint-Leu-d'Esserent

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur des installations classées

s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie